

Titre Premier : Champ d'application de la convention

Vu la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963 ;

Vu le procès-verbal du dépôt des instruments d'adhésion fait le 21 octobre 1975,

A décidé ce qui suit :

Article Premier : La convention relative aux infractions et à certaines autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo le 14 septembre 1963, sera publiée au Bulletin officiel, Telle qu'elle est annexée au présent dahir.

Article 2 : Le présent dahir sera publié au Bulletin Officiel.

Fait à Rabat, le 26 safar 1397 (16 février 1977).

Pour contreseing : Le premier ministre,
Ahmed Osman.

*

* *

Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963.

Les Etats parties à la présente convention sont convenus des dispositions suivantes :

Titre Premier : Champ d'application de la convention

Article Premier :

1. La présente convention s'applique :
 - a) Aux infractions aux lois pénales ;
 - b) Aux actes qui, constituant ou non des infractions, peuvent compromettre ou compromettent la sécurité de l'aéronef ou de personnes ou de biens à bord, ou compromettent le bon ordre et la discipline à bord.
2. Sous réserve des dispositions du titre III, la présente convention s'applique aux infractions commises ou actes accomplis par une personne à bord d'un aéronef immatriculé dans un Etat contractant pendant que cet aéronef se trouve, soit en vol, soit à la surface de la haute mer ou d'une région ne faisant partie du territoire d'aucun Etat.
3. Aux fins de la présente convention, un aéronef est considéré comme en vol depuis le moment où la force motrice est employée pour décoller jusqu'au moment où l'atterrissage a pris fin.

4. La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police.

Article 2 : Sans préjudice des dispositions de l'article 4 et sous réserve des exigences de la sécurité de l'aéronef et des personnes ou des biens à bord, aucune disposition de la présente convention ne peut être interprétée comme autorisant ou prescrivant l'application de quelque mesure que ce soit dans le cas d'infractions à des lois pénales de caractère politique ou fondées sur la discrimination raciale ou religieuse.